

Au milieu des décombres et des tentes, une école de musique a vu le jour à Gaza. Entretien avec son fondateur Ahmed Muin.

Sous les drones, la musique

LAURA HUNTER

Gaza ► Fils d'un musicien qui lui a transmis son savoir, Ahmed Muin est né en 1981 dans le nord de Gaza. Il a depuis été déplacé douze fois avec sa famille. Avant le 7 octobre 2023, il enseignait la guitare à l'American International School de Gaza, ainsi qu'au Conservatoire de musique Edward Said, et il jouait dans un groupe d'une télévision locale. Lui-même père de cinq enfants, Ahmed Muin a ouvert cette école sous tentes pour les jeunes Gazaoui-es quelques mois après le 7 octobre. Nommée Gaza Bird's band, elle vise à «recueillir de mélodies et d'espoir les hurlements des bombes et des drones», explique-t-il. *Le Courrier* l'a joint par téléphone à Gaza grâce à la nouvellement créée Association genevoise d'aide et de support aux Palestiniens (ASAP), qui organise le 25 octobre prochain un concert à Genève.

Ouds versus bombes

A son débit, on comprend qu'Ahmed Muin répond aux questions en marchant. Si la voix est empreinte d'urgence, elle n'en est pas moins douce et posée. «Entre ruines, carences et désolation, l'existence d'une école de musique permet de revenir à quelque chose d'humain et de poétique», pointe Ahmed Muin en anglais. Entièrement gratuite et fonctionnant avec des instruments empruntés ou récupérés, et même avec des bouts de meubles cassés, son école compte aujourd'hui plus de 200 élèves, filles et garçons confondus. Ils sont répartis dans deux groupes sur deux sites, l'un dans le North Camp et l'autre dans le camp Al-Jundi Al-Majhoul à Al Remal, explique-t-il. Cinq professeurs, dont Ahmed, se partagent l'enseignement. D'anciens collègues du Conservatoire de musique Edward Said – aujourd'hui réduit en cendres



Sous les tentes, au milieu des ruines, Ahmed Muin enseigne la musique aux jeunes Gazaoui-es. GAZA BIRD'S BAND

— ont répondu positivement à son appel.

Quatre jours par semaine, de 15h à 18h, les élèves apprennent ainsi l'oud, les tablas, la darbouka, mais aussi le violon, le nay et le chant. «La situation est extrêmement difficile, vous devez le savoir. Récemment, trouver de l'eau et de la nourriture est devenu un vrai défi. Tout coûte très cher sur le marché noir, mais on n'a pas d'autre choix pour s'approvisionner. Avant et après les cours, je dois trouver à boire et à manger pour ma famille. Quand j'enseigne la musique à

mes élèves, je vois la faim dans leurs yeux», confie Ahmed.

Souhaitant dialoguer avec le monde à travers l'art, son école publie régulièrement des vidéos sur les réseaux sociaux. On y voit notamment des cours se déroulant sous le rugissement des drones en arrière-fond, auxquels les élèves répondent en musique sur la même tonalité. On y voit aussi, beaucoup plus terrifiants, des témoignages sous les hélicoptères et les bombardements. Toujours pourtant cette même résilience, qui fait écho à celle des musiciens sur le *Titanic*

nafragé: continuer à faire de la musique, c'est continuer à vivre, c'est «ne pas mourir avant de s'éteindre», souligne Ahmed.

Thérapie par le son

Au-delà de l'apprentissage musical, cet espace permet de lutter contre l'anxiété, la dépression et les traumatismes infantiles, qui touchent plus de 95% des enfants à Gaza selon les chiffres officiels de l'Unicef. Une étude menée par *The Guardian* en décembre 2024 indiquait déjà que 96% des jeunes Gazaoui-es estiment leur mort imminente.

«Nos leçons ont lieu au gré des circonstances et de la folie et de l'enfer de cette guerre. Dans ces cas, il n'y a pas d'autres possibilités que de trouver la lumière soi-même, et pour les enfants autour de soi, car ils sont innocents et ne comprennent pas ce qui se passe.»

Rappelant la figure du père interprété par Roberto Benigni dans *La vie est belle*, Ahmed se sent le devoir de protéger les enfants du désespoir par la musique. Sur les vidéos, on le voit redoubler de sourires, de patience et de bienveillance avec ses élèves, qu'il accompagne

de sa guitare et avec qui il créé des groupes, dont le quatuor Harmony's Builders (constructeurs d'harmonie). «Lorsque nous arrivons à jouer, à courir, à rire, nous oublions un instant la guerre, les déplacements, les morts. Ce qui me donne la force de continuer est de voir les sourires sur leurs visages quand ils écoutent ou jouent de la musique. C'est important pour eux, mais aussi pour moi, pour ma famille, pour ma communauté et pour mon peuple», témoigne l'enseignant et musicien qui a mis en place un financement participatif en ligne sur la plateforme GoFundMe.



«Ce qui me donne la force de continuer est de voir les sourires sur leurs visages» Ahmed Muin

Ahmed Muin se produira en duplex dans le cadre d'un concert de soutien qui se tiendra à l'Alhambra à Genève le 25 octobre prochain. L'événement, organisé par l'association ASAP, réunira en marge d'une conférence le groupe genevois Kesbera (Dida et Romain Luder), le musicien palestinien Sami Dargteam, Sofaz, et Rhizomes, formation de la chanteuse israélienne-genevoise Yaël Miller. I

Une rencontre pour les droits autochtones

Colombie ► En juin, plusieurs communautés autochtones d'Amérique du Sud ont mis en commun les luttes qu'elles mènent pour défendre leurs territoires.

Débatte et mettre en commun les moyens déployés par les populations autochtones sud-américaines pour survivre, protéger leurs territoires, lutter et élaborer des plaidoyers politiques. C'était l'objectif d'un regroupement d'envergure, intitulé «Partage des savoirs», qui s'est tenu début juin dans le département d'Antioquia, au nord-ouest de la Colombie. Parmi la cinquantaine de personnes accueillies au sein de la communauté Emberá Chigorodo: des organisations autochtones du Pérou, du Brésil, de Colombie et d'Argentine, des associations indigénistes ainsi que trois membres de l'ONG genevoise Mouvement pour la coopération internationale (MCI).

Pour Aurélien Stoll, secrétaire général du MCI, qui a joué un rôle important dans l'organisation de cette rencontre, cette dernière a permis d'esquisser «des stratégies communes – surveillance territoriale, renforcement institutionnel de leurs organisations –, nécessaires aux associations autochtones pour faire face aux agressions qu'elles subissent. Par exemple, les extractions de pétrole et d'or au Pérou, l'exploitation du bois au Chili, l'invasion des territoires en Argentine, etc.» Les discussions ont porté sur la surveillance écologique, l'éducation interculturelle et le renforcement des organisations autochtones. Elles ont permis aux présentes de s'inspirer les un-es les autres.

Les participant-es ont ainsi évoqué la reprise du plan de gestion territoriale et environnementale des Yanomami, en Amazonie brésilienne, mis en œuvre avec l'aide du Service et coopé-

«L'événement a permis de mettre en valeur les changements engendrés par les actions de ces peuples»

Aurélien Stoll

ration avec le peuple Yanomami (Secoya). Une fois adopté par l'Etat brésilien, ce plan permettra à l'ensemble de ce peuple, dont le territoire a déjà été démarqué, d'en disposer librement. Les Yanomami pourront ainsi y organiser de manière indépendante l'éducation, la santé ainsi que la production et la sécurité alimentaires. La feuille de route régleme aussi, à travers un processus de consultation, les intrusions sur leur territoire, ralentissant ainsi le développement de l'extraction minière et la destruction des espaces naturels.

Un projet porté par l'Organisation indigène d'Antioquia (OIA) a quant à lui fortement inspiré les Yanomami. Transformée en politique publique, la licence en pédagogie de la Terre mère introduite à l'université d'Antioquia forme des étudiant-es issu-es des communautés autochtones. Elle valorise leur langue maternelle, l'histoire des

origines ancestrales et permet d'atténuer les cicatrices de la colonisation. Pendant cinq ans, les élèves apprennent à développer des propositions pédagogiques et de recherche, à les mettre à disposition en tant qu'éducateur-ices dans les communautés, contribuant ainsi aux processus collectifs de protection de l'environnement.

«L'événement a permis de mettre en valeur les changements structurels et systémiques engendrés par les actions de ces peuples, et cela à l'échelle régionale. Cela nous a convaincus qu'il est nécessaire de continuer sur cette lancée», souligne Aurélien Stoll. Tout en affrontant une nouvelle difficulté de taille: les coupes budgétaires, qui se multiplient dans le domaine de la coopération au développement, touchent durement les processus d'autonomisation menés par les populations autochtones.

MÉLISSA RIFFAUT